

PS-SFIO-17 Strasbourg 1920. XVIIe Congrès national. Tenu à Strasbourg les 25, 26, 27, 28 et 29 février 1920. Compte rendu sténographique. 1920.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici](#) pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

n'est par conséquent pas en mesure de présenter des résolutions au vote du Congrès; qu'enfin, même si l'on se décidait à voter sur les résolutions qui ont été présentées dans les assemblées fédérales, il n'en resterait pas moins que nous aurions également à régler les conflits de la Seine (*très bien!*); que nous aurions ensuite à réélire les organismes centraux du Parti. Je crains que, quelque diligence que l'on apporte à conduire les travaux du Congrès, on n'aboutisse pas dans les conditions où paraissent le désirer les camarades. D'autre part, il me paraît à peu près certain que l'ordre de grève générale donné ce matin aura produit effet déjà dans la journée. Il est possible que des trains partent ce soir et demain matin de Strasbourg. Rien n'est moins certain, à mon sens, qu'ils arrivent à destination.

Dans ces conditions, je prie le Congrès d'examiner cette situation en y réfléchissant. A mon sens, il convient de continuer le débat engagé. Quand il aura entendu les orateurs, le Congrès décidera s'il entend passer immédiatement et sans plus attendre au vote sur les résolutions. Je lui demande, pour ne pas perdre de temps, de laisser immédiatement la parole à notre camarade Lorient.

LORIENT. — Camarades, je demanderai au Président...

FROSSARD. — On nous informe que les trains ne vont d'ailleurs que jusqu'à Avricourt. Par conséquent, pas besoin de nous émouvoir.

LE PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Lorient.

LORIENT. — Camarades, je demanderai d'abord au président de bien vouloir... (*Bruit.*) Camarades, je demanderai au Congrès de bien vouloir entendre la lecture, lecture d'ailleurs très courte, d'une lettre que je viens de recevoir du camarade Serrati.

LE PRÉSIDENT (*lisant*). — Rome, 25 février 1920. Mon cher Lorient, Sa Majesté M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, se refuse de signer nos passeports, etc...

LORIENT. — Camarades; maintenant, dans l'intérêt de ma discussion, je demande également au Congrès s'il veut me

permettre de lui donner connaissance d'un court passage d'une lettre que m'avait également adressée Serrati :

Dans notre réunion de Florence, nous avons décidé de ne pas participer à la Conférence de Berne, et nous avons écrit en ce sens aux camarades d'Allemagne qui nous y avaient conviés. Nous sommes toujours convaincus que notre tâche est celle de pousser de plus en plus les camarades de bonne volonté vers la III^e Internationale, et nous pensons aussi que cela ne peut se faire que d'une seule manière, c'est-à-dire par notre intransigeance vis-à-vis des centristes...

Camarades, je ne m'attarderai pas à discuter la thèse des partisans de la II^e Internationale. C'est une idée, une thèse qui, dans les masses organisées, est moralement et matériellement condamnée, et, je l'espère, définitivement. Même s'il était vrai, en effet, que l'époque actuelle doit marquer le triomphe de la démocratie bourgeoise, nous, socialistes, nous ne pourrions déduire de cette constatation qu'une seule chose : c'est que notre programme minimum étant ainsi réalisé, notre devoir de socialistes est de revendiquer devant la bourgeoisie capitaliste notre programme maximum.

Si, aujourd'hui, les partisans de la démocratie méconnaissent cette situation, nous avons le droit, en tant que socialistes, de prétendre qu'ils méconnaissent leur devoir socialiste.

Je m'attarderai davantage à examiner la thèse des reconstructeurs. Ces camarades prétendent volontiers que nous les méconnaissions. Ils vont, parfois même, jusqu'à dire que nous les calomnions. Est-ce bien exact ? Ah ! je les entendais tout à l'heure reprocher au camarade Rappoport des articles que celui-ci avait écrit contre la politique de Lénine, comme s'il n'était pas permis (et cela se trouve même dans l'entourage de Lénine, comme Rappoport vous l'a dit) d'être d'un avis différent sur certaines questions de celui de Lénine.

Etes-vous d'accord, camarades reconstructeurs, vous-mêmes ? Pendant cinq ans de guerre, j'ai cherché dans toutes vos résolutions, dans tous vos discours, votre pensée profonde : je ne l'ai jamais trouvée. Aujourd'hui, je ne la retrouve pas encore, et j'essaierai de vous montrer

tout à l'heure combien sont graves les contradictions qui existent dans votre propre tendance. Je ne veux pas insister trop lourdement sur les équivoques et les obscurités qui règnent encore dans la motion que vous avez présentée dans la Seine. J'indiquerai seulement que, vous qui déclarez aujourd'hui décidés à quitter la II^e Internationale, et je ne mets pas en doute cette décision, puisqu'à la Commission des résolutions, hier, nous nous sommes mis d'accord sur la courte motion de cette sortie, j'ai le droit de dire qu'hier encore, dans la Seine, dans la motion que vous avez présentée au Congrès, cette sortie de la II^e Internationale n'existe pas explicitement; vous n'avez pas soutenu cette thèse devant la Fédération de la Seine. (*Bruit.*) Je veux dire...

DANIEL RENOULT. — Nous avons demandé à bloquer avec vous sur la question de la sortie.

LORiot. — Laissez-moi, je vous en prie. Je veux dire que, sur cette question, aucun texte précis n'a été présenté par vous. Et, lorsque, dans des discours oraux, comme vous n'avez pas manqué de le faire tout au long de la campagne électorale, vous affirmiez que vous étiez décidés à quitter la II^e Internationale, je répète que vous n'avez pas traduit, dans le document officiel qui devait exprimer votre pensée, puisqu'il était destiné à être porté devant les assises du Parti, vous n'avez pas traduit cette pensée...

Une voix. — Relisez le paragraphe!

LORiot. — Je ne voulais pas alourdir le débat, mais je vais vous relire ce paragraphe. Voici le paragraphe de la motion de la Seine, le seul, unique:

Le Parti socialiste déclare que, dans sa composition actuelle, cette Internationale ne correspond plus à la situation révolutionnaire qui apparaît dans la plupart des Etats et qui réclame une Internationale nouvelle édition. La II^e Internationale ne rassemble plus d'ailleurs qu'une partie des ouvriers socialistes de l'univers.

Et c'est tout.

DANIEL RENOULT. — Et la fin ?

FROSSARD. — Il y a encore un autre paragraphe où l'on constate...

LORiot. — Mais précisez donc ! Je vous avoue que je n'ai pas lu ce paragraphe. (*Exclamations et rires.*) Allons ! pas tant d'exclamations ! Montrez-moi donc, dans votre motion, un passage...

VERFEUIL. — Tu n'as qu'à le lire !

LORiot. — Je ne vais pas infliger au Congrès cette lecture : lis toi-même.

FROSSARD. — Le Parti socialiste français, prenant acte de la décision des socialistes indépendants qui, pendant la guerre et depuis la révolution de novembre 1918, sont restés dignes de la tradition révolutionnaire et internationaliste du prolétariat allemand, constate qu'il ne peut demeurer dans une organisation internationale où l'Allemagne n'est plus représentée que par les socialistes complices du kaiser et des manœuvres contre-révolutionnaires de Scheidemann et de Noske.

Il estime, d'autre part, que l'état de dispersion des forces prolétariennes mondiales ne saurait subsister sans péril pour la révolution ouvrière. Les essais de redressement de la II^e Internationale qu'il a tentés à Berne et à Lucerne, avec l'aide de la gauche de cette organisation, paraissant désormais voués à des échecs complets, il déclare que le regroupement des forces socialistes révolutionnaires fondées sur les principes traditionnels du socialisme international est un devoir urgent.

Une voix. — Il ne l'a pas lu !

LORiot. — Je ne fais aucune difficulté pour reconnaître qu'en lisant, ce passage m'avait échappé. (*Rires.*) Vous le rectifiez. C'est très bien. J'enregistre. Je ne suis pas... (*Bruit.*) Je ne suis pas de ces entêtés qui essayent de défendre une mauvaise cause. Vous me signalez un passage qui est, en effet, plus net, sans être absolument décisif, que celui que j'avais souligné : je l'enregistre et je vous en donne acte ; mais cela n'infirmé pas ma thèse.

Une voix. — Au contraire !

LORiot. — Camarades, je n'ai interrompu aucun de vos orateurs. Je vous prie de ne m'interrompre que lorsque vous aurez la certitude que j'ai de nouveau commis une erreur semblable à celle que je viens de commettre. Mais je ne crois pas que vous retrouviez cette occasion.

Je disais tout à l'heure que cela n'infirmait pas ma thèse et que les motions que vous avez présentées dans la Seine sont pleines d'obscurité et d'équivoque. Je n'en retiendrai qu'une seule, à mon avis : c'est lorsque vous dites que les conseils ouvriers sont un des moyens pour arriver à la prise de possession du pouvoir.

Quelle est votre pensée profonde, dissimulée sous cette formule ? Pour que les conseils ouvriers soient un des moyens que la classe ouvrière aurait en sa possession pour accéder au pouvoir, il faut bien sous-entendre que la prise du pouvoir ne peut se faire que pacifiquement et qu'alors, les conseils ouvriers devraient être constitués préalablement à cette prise du pouvoir.

Nous disons, nous : les conseils ouvriers ne sont pas un moyen pour le prolétariat d'arriver au pouvoir. Ils sont un des instruments, ils sont l'instrument, l'unique instrument de l'exercice de la dictature du prolétariat. Les conseils ouvriers ne sont pas constitués d'abord avant la prise du pouvoir politique par le prolétariat ; ils suivent, au contraire, cette prise du pouvoir politique et sont l'instrument de la dictature.

On a parlé, et c'est là un des principaux tremplins de la propagande centriste, de la Conférence des Indépendants d'Allemagne. Tout à l'heure, le camarade Longuet, à ce sujet, dénonçait la III^e Internationale qui, à son avis, aurait commis le crime d'exclure des partis qui seraient restés socialistes. Qui donc allez-vous inviter à cette Conférence, camarade Longuet et camarades reconSTRUCTEURS ? Quel critérium allez-vous fixer pour déterminer dans l'Internationale ceux qui sont restés socialistes et qui mériteront d'être invités à cette Conférence, alors que vous n'avez pas été capables jusqu'ici de déterminer un critérium qui permettrait de nous indiquer quels sont ceux qui ne sont plus socialistes ? Allez-vous inviter tout le monde à cette Conférence ? C'est une équivoque et une obscurité

que je vous demanderai aussi de bien vouloir éclaircir. Vous n'avez pas répondu, que je sache, à la note, au manifeste du Parti socialiste italien posant nettement la question et vous demandant, demandant aux Indépendants tout au moins : qui allez-vous mener à cette Conférence?

Ah ! je ne vous répéterai pas la réponse du British Socialist Party, disant qu'actuellement, tous les partis véritablement communistes et révolutionnaires y sont déjà, dans la III^e Internationale...

Une voix. — Alors ?

LORiot. — ... Mais puisque vous prétendez le contraire : puisque vous prétendez qu'en dehors de la III^e Internationale, il y a encore, dans l'ancienne Internationale, des partis qui sont véritablement restés communistes et dignes d'être entraînés à cette III^e Internationale, dites-nous alors lesquels ?

Le Parti socialiste italien est très net, lui. Il dit : « Le Comité des Indépendants a négligé de faire connaître ce qui doit faire l'objet des débats et par qui seront conduites les négociations ».

Bien que le Parti indépendant d'Allemagne n'ait pas adressé sa lettre seulement au Comité exécutif de la III^e Internationale, il n'indique pas encore qui sera admis à participer aux débats. Nous nous permettons de demander de préciser sous forme concrète, si le Conseil directeur des Indépendants d'Allemagne a l'intention d'inviter la Social-démocratie de l'Autriche allemande, le Parti de Suède, de Hollande, le Parti socialiste français ainsi que le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre. Nous déclarons ouvertement que nous tenons pour impossible toute négociation avec la Social-démocratie de l'Autriche allemande, de Suède, de Hollande, pour la constitution de l'Internationale révolutionnaire, et quant à toute discussion avec le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre, il ne peut même pas en être question. (*Très bien !*)

La Social-démocratie de l'Autriche allemande, de Suède, de Hollande, est demeurée en tête sur le terrain de l'opportunisme, de la politique de coalition avec la bourgeoisie. Le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre est

en grande majorité réformiste et repousse la dictature du prolétariat. Il ne reste donc que deux Partis avec qui l'on pourrait discuter : les socialistes de France et de Suisse.

La Social-démocratie française possède une aile droite qui est complètement réformiste avec son centre. Les pourparlers en vue de l'amener à l'Internationale communiste restent impossibles tant qu'elle se trouve, en fait, sous l'influence de Renaudel et de Thomas, ou tout au moins tant qu'elle n'aura pas manifesté sa volonté d'abandonner toute collaboration avec ses complices de la bourgeoisie.

Nous sommes d'accord avec la III^e Internationale sur les termes de cette réponse du Parti socialiste italien. Ah ! vous croyez, camarades, que la III^e Internationale entend exclure à jamais des Partis. Non. Ce que veut la III^e Internationale, et ce qui fait qu'elle est en défiance à l'égard de certains Partis socialistes, c'est qu'elle ne veut pas que dans l'Internationale future les germes de division et de mort de la II^e Internationale entrent. Ah ! on les tient à l'écart encore, sans doute ; mais quels sont les Partis qui sont encore hors de la III^e Internationale ? Si on excepte les fractions qui, à l'intérieur de ce Parti, sont d'accord avec cette III^e Internationale, sous quelle influence sont placés les Partis qui sont encore à l'écart ? Sous l'influence de ceux qui combattent la III^e Internationale, des adversaires de principe de cette III^e Internationale, et alors nous viendrions, dans la Conférence que vous projetez, discuter de force à force, de puissance à puissance, avec des Partis que nous savons encore dominés par des hommes qui seront les adversaires de la III^e Internationale.

La III^e Internationale espère bien qu'un jour les Partis de ces pays-là viendront à elle. Mais ce qu'elle sait bien aussi, c'est que, pour venir à elle, ces Partis devront se débarrasser à jamais des influences néfastes qui sont actuellement à leur tête et qui les empêchent d'accepter les principes de la III^e Internationale. (*Applaudissements.*)

Il est d'autres conclusions que je veux signaler aussi. D'après les différentes déclarations d'articles de nos camarades reconstruc-teurs, il paraît y avoir chez nous une majorité imposante décidée à ne pas aller à la III^e Inter-

nationale sans conditions. Frossard, qui a écrit un article en ce sens, et même plusieurs, me fait des signes d'approbation. Mais alors, je demanderai à Frossard, qui représente la pensée de sa tendance: est-ce lui ou le camarade Paul Louis qui, dans une récente controverse que j'avais avec lui à la Seine, me déclarait: « Nous ne sommes pas partisans, chez nous, de poser des conditions à notre entrée dans la III^e Internationale; poser de pareilles conditions, serait absolument ridicule ».

Voilà les propres paroles du citoyen Paul Louis, et je ne crois pas qu'il viendra me démentir. Alors j'ai bien raison de dire: où est votre pensée profonde?...

FROSSARD. — Veux-tu me permettre un mot?

LORiot. — Non, je ne veux pas que vous m'interrompiez: vous avez vos orateurs, ils viendront éclaircir ce mystère et définir votre véritable pensée. Frossard, et je crois en effet que c'est la pensée profonde de la grosse majorité de sa tendance, Frossard est parfaitement décidé à poser des conditions à la III^e Internationale. Il a déclaré d'abord à son retour de Suisse, où il a pris langue avec les camarades Naine, Graber et Grimm, qu'il était tout à fait d'accord avec ces camarades.

Eh bien, on a retrouvé sous la plume de Frossard des déclarations qui ne mettent certainement pas en cause la bonne foi de Frossard, mais qui mettent tout de même en cause une autre bonne foi.

D'après Crispin et d'après Frossard, qui se fait son interprète, les Indépendants d'Allemagne seraient également disposés à ne pas aller à la III^e Internationale sans conditions. C'est bien ce qu'a affirmé le camarade Crispin, si Frossard a bien traduit fidèlement, comme il le prétend, ses déclarations.

FROSSARD. — Tu poses des interrogations et tu ne veux pas que j'y réponde.

LORiot. — C'est de notoriété publique, et tout le monde l'a lu. Eh bien, je suis autorisé à dire au Congrès, par un représentant qualifié du bassin de la Rhur et du Rhin-

Moyen, que les Indépendants n'ont jamais posé de conditions à leur entrée dans la III^e Internationale...

UN DÉLÉGUÉ. — C'est faux !

LORiot. — Il a bien été question, à Leipzig de conditions, en effet, mais sous la responsabilité de l'orateur qui les demandait. Jamais la Conférence de Leipzig n'a retenu les suggestions de cet orateur et, dans la motion adoptée, il n'est pas question de conditions, à telle enseigne que la déclaration publiée par Frossard dans *l'Humanité* a soulevé parmi les Indépendants d'Allemagne la plus vive effervescence et qu'aujourd'hui, dans tous les groupements indépendants, on discute vivement cette déclaration du camarade Crispin. (*Bruit et interruptions.*)

GRUMBACH. — J'y étais, et je sais ce qui s'y est passé. (*Bruit et interruptions.*)

LORiot. — Je n'empêche pas les réponses; j'use simplement de mon droit de parole en ne permettant aucune interruption, et je répète que vous êtes les premiers, chaque fois que nous demandons à vous interrompre, à ne pas l'accorder. Je n'accorderai donc aucune interruption; vous répondrez après. (*Bruit et interruptions.*) Enfin, pour qu'il n'y ait pas d'obscurité sur ce point, Frossard va répondre.

FROSSARD. — Je n'accepte pas cette façon de m'accorder de t'interrompre, et tu peux continuer. (*Parlez, parlez.*) Camarades, il s'agit, en effet, d'une question extrêmement importante et sur laquelle je demande au Congrès la permission d'apporter des précisions nouvelles.

J'ai donné à la C. A. P. d'abord, à *l'Humanité* ensuite, au Congrès enfin, ce matin, le compte rendu le plus exact des déclarations qui ont été faites par Crispin. J'ai écrit ces déclarations sous la dictée du citoyen Graber, secrétaire du Parti socialiste suisse, à la séance du Comité directeur du Parti à laquelle j'ai assisté. Il ne peut donc pas être question de douter de l'authenticité des paroles qui ont été prononcées par Crispin.

La vérité, que j'ai connue ce matin après mon interven-

tion, c'est que les déclarations de Crispin, reproduites par les journaux allemands, par les journaux du Parti socialiste indépendant d'Allemagne, ont provoqué des controverses. A l'intérieur des organisations socialistes indépendantes, on conteste l'interprétation donnée par le citoyen Crispin et par le Comité directeur du Parti socialiste indépendant d'Allemagne aux résolutions prises à Leipzig. Les contestations viennent tout naturellement de la fraction de gauche du Parti socialiste indépendant, c'est-à-dire de la fraction qui, au Congrès de Leipzig, s'est prononcée pour l'adhésion immédiate et sans condition à la III^e Internationale. Mais il n'en demeure pas moins — et c'est là l'essentiel, à mon sens — que le Comité directeur du Parti socialiste indépendant considère qu'il ne peut pas donner l'adhésion sans condition à la III^e Internationale. La question sera sans doute posée dans un nouveau Congrès du Parti socialiste indépendant d'Allemagne; mais je suis l'interprète de la pensée de Crispin quand j'affirme que les membres du Comité directeur ne donneront pas une adhésion sans condition à la III^e Internationale de Moscou.

LORiot. — Camarades, il importe d'apporter quelques précisions sur les déclarations que vient de faire le camarade Frossard. J'ai affirmé, et Frossard n'a pu me démentir, que la Conférence de Leipzig n'a posé à l'adhésion à la III^e Internationale aucune condition, et lorsque Frossard vient nous dire que le Comité directeur des Indépendants est, lui, décidé à poser ses conditions, il répond que ce Comité le fait sous sa propre responsabilité. Mais ce que je suis autorisé à dire, c'est que les communistes, que Frossard appelait l'extrême-gauche, c'est-à-dire les partisans de l'adhésion immédiate à la III^e Internationale, et en fait l'immense majorité des militants du Parti socialiste indépendant, sont en désaccord sur ce point avec le Comité directeur. (*Applaudissements.*) Et ce que je veux dire aussi, c'est que contre ce Comité directeur des Indépendants, je suis autorisé à le dire...

Plusieurs voix. — Par qui?

LORIENT. — Soyez tranquilles, je ne dirai pas. (*Bruit et interruptions*). Je ne suis pas né d'hier, vous pourrez vérifier. (*Bruit et protestations*.)

GRUMBACH veut prendre la parole, mais il en est empêché par les protestations du Congrès.

FROSSARD. — Il s'agit d'un camarade dont on ne peut pas apporter le nom au Congrès. J'affirme que les déclarations qu'a rapportées Lorient sont à peu près identiques à celles qui m'ont été faites à moi. (*Applaudissements*.) Ce camarade de l'organisation socialiste indépendante d'Allemagne, Lorient vous a indiqué quelle région il représentait, et ce camarade a affirmé à Lorient comme à moi-même que des contestations s'étaient élevées à l'intérieur des organisations socialistes indépendantes, extrêmement vives, sur l'interprétation donnée par Crispin aux résolutions de Leipzig. (*Applaudissements*.)

RAYMOND LEFEBVRE. — J'ajoute que ce même camarade... (*Bruit et tumulte*.)

LORIENT. — J'ajouterai, camarades, un simple détail pour illustrer ma thèse et pour bien montrer qu'au sein du Parti socialiste indépendant, le Comité directeur peut résister à la majorité des militants qui sont partisans de l'adhésion immédiate et sans condition à la III^e Internationale; c'est que, alors que les membres du Comité directeur ont toutes les possibilités de s'exprimer, ont toutes les facilités pour faire leur campagne, la masse des adhérents qui accepte le mot d'ordre communiste n'a pas la possibilité de s'exprimer; Daeumig, son chef est arrêté; les militants sont traqués bien pis que chez nous encore et éprouvent les plus grandes difficultés à lutter contre l'influence des membres du Comité directeur. Mais il n'est pas douteux que si ce Comité directeur, violant, à mon sens, les décisions prises à Leipzig et qui disent qu'en cas d'échec, les Indépendants donneront immédiatement leur adhésion à la III^e Internationale, je dis que si le Comité directeur, violant ses engagements, considère seulement qu'il y a là une situation nouvelle qu'on doit examiner à

nouveau et s'ils portent la question devant un autre Congrès, j'ai la certitude qu'alors les Indépendants d'Allemagne triompheront de leur Comité directeur et donneront leur adhésion à la III^e Internationale.

On a aussi fait état ce matin de l'opinion des camarades suisses. On s'est retranché derrière l'avis de Naine, de Graber et de Robert Grimm. Qu'est-ce que ces camarades? Sont-ils impartiaux dans la question? Naine écrivait: « L'Internationale de Moscou ramasse tous les apaches ». Graber, partisan de l'antimilitarisme, Graber, qui affirme que la dictature du prolétariat ne doit pas servir de base à la nouvelle Internationale et que c'est au contraire la question de l'antimilitarisme qui doit constituer cette base, Graber a voté, au nom de la défense nationale, les crédits de guerre dans la première année de la guerre pour la défense nationale de la Suisse...

LONGUET. — Tous les députés suisses l'ont voté.

LORJOT. — D'accord, mais je constate la nature de l'antimilitarisme de ceux qui prétendent que la dictature du prolétariat ne doit pas servir de base à la nouvelle Internationale et veulent asseoir celle-ci sur leur antimilitarisme. (*Bruit et interruptions.*)

Quant à Robert Grimm, il va un peu plus loin. Robert Grimm, lui, va jusqu'à la dictature du prolétariat, oui; mais il ajoute qu'il faut d'abord montrer aux masses prolétariennes le chemin du pouvoir avant de se rallier à la conception des bolchevistes, et nous, nous disons: le chemin du pouvoir, les bolchevistes nous l'ont montré; ils nous ont montré d'une façon assez claire et assez péremptoire comment le prolétariat prend le pouvoir et comment il l'exerce, et nous n'avons pas besoin d'autre indication que celle-là! (*Applaudissements.*)

On a fait état aussi du referendum institué en Suisse qui aurait infirmé la décision d'adhésion à la III^e Internationale. Ah! oui, sans doute; mais là encore quelles sont les influences que nous avons vu s'exercer pour soutenir la thèse de ceux qui espéraient bien faire revenir le Parti suisse sur son vote? Nous avons vu tous les journaux bourgeois, en Suisse, soutenir la campagne du *Droit du*

Peuple et de la Sentinelle; nous l'avons vu menacer tous les Suisses qui pourraient être sympathiques à l'adhésion à la III^e Internationale, et nous avons vu évidemment s'exercer cette pression de la bourgeoisie en faveur du socialisme qui lui offre une certaine garantie.

On peut discuter à l'infini, on peut argumenter sur ce referendum du Parti suisse. S'il s'était exercé dans des conditions normales, si les militants n'avaient pas été influencés par cette coalition de la bourgeoisie suisse et de prétendus socialistes suisses, il est probable, il est même certain que l'adhésion à la III^e Internationale n'aurait jamais été infirmée en Suisse.

En réalité, les équivoques que je signalais tout à l'heure subsistent encore à l'heure actuelle, même chez ceux qui, comme le camarade Paul Louis, trouveraient ridicule qu'on posât à l'adhésion à la III^e Internationale des conditions préalables. En réalité, vous êtes à peu près tous, ou en grosse majorité, d'accord pour estimer que des conditions doivent être posées; vous avez même eu soin de les préciser dans votre dernière réunion, et que disiez-vous? Première condition: que les Russes devront accepter le Parti dans son ensemble sans lui imposer des éliminations. Nous sommes d'accord...

FROSSARD. — Très bien.

LORIOT. — Nous sommes d'accord; la III^e Internationale, en tant qu'organisation internationale n'exigera pas, comme condition préalable à l'adhésion, les têtes de X... ou de Y..., de tel ou tel Parti. Quand le Parti italien a demandé son adhésion à la III^e Internationale, il n'est pas venu un instant à la pensée de Moscou de lui répondre: Nous n'accepterons cette adhésion que lorsque vous aurez mis Turati à la porte. Si, aujourd'hui, le Congrès avait une majorité pour l'adhésion immédiate à la III^e Internationale, celle-ci ne nous ferait pas faire antichambre sous le fallacieux prétexte que d'abord nous devons procéder à telles ou telles exclusions. Mais ce que la III^e Internationale ne peut pas faire, c'est notre devoir à nous de le faire.

Ah! certes, le rôle de la III^e Internationale ne peut pas

s'exercer sur telle ou telle individualité au sein d'une section nationale. Ce que l'Internationale peut et doit exiger raisonnablement, c'est qu'une section qui donne son adhésion à cette Internationale mène bien à l'intérieur une politique conforme à celle qui est la base fondamentale de cette Internationale. Mais ce qu'on nous demande à Moscou, c'est de ne pas entraîner, nous, dans l'Internationale, des éléments qui n'ont rien à y faire.

Ah! la III^e Internationale est payée pour se souvenir de ce qui a fait la faiblesse de la seconde; elle sait très bien que la seconde est morte de la défense nationale, et ce qu'elle ne tolérera pas, c'est qu'une majorité d'un Parti puisse donner son adhésion à la III^e Internationale avec le programme intérieur de la défense nationale. (*Applaudissements à gauche.*)

Je dis que les contradictions, que les équivoques qui ont tué la II^e Internationale n'ont pas de place dans la III^e. Ah! nous ne voulons pas revoir, au jour possible d'une déclaration de guerre future, les représentants socialistes d'un pays venir nous dire, au nom de la défense nationale, au nom de la différence de situation qui existe entre les différents pays: nous votons les crédits de guerre. Nous ne voulons pas, je le répète, que cette III^e Internationale puisse faire faillite à sa mission historique à l'heure précise où elle aurait à réaliser cette mission. Non, nous ne voulons pas, nous, entraîner à la III^e Internationale, des éléments comme Albert Thomas et les camarades qui soutiennent en ce moment la thèse de la démocratie et de l'entente des classes...

FROSSARD. — Et s'ils y vont quand même?

LORiot. — Je dis que nous ne pouvons pas, même s'ils y venaient eux-mêmes...

FROSSARD. — C'est la question.

LORiot. — Oui, et je vais y répondre. Je dis que nous ne pouvons pas, même s'ils y venaient eux-mêmes, entraîner à la III^e Internationale ces éléments-là, et ce que

demande la III^e Internationale, c'est que la majorité qui donnera son adhésion à la III^e Internationale divorce d'une façon définitive et totale, non seulement avec les formules, mais avec certains hommes qui n'ont jamais rien eu de socialiste. (*Applaudissements.*)

Il est impossible, en effet, camarades, que des hommes comme Albert Thomas, qui savent parfaitement ce qu'ils font et qui, je le répète, n'ont jamais été des socialistes, viennent à la III^e Internationale. Ah ! non, nous ne voulons pas voir dans l'organisation nouvelle des camarades qui tiennent ce langage, — je cite un passage d'Albert Thomas écrivant à Sadoul :

... Des conventions sur l'Asie Mineure. Ce qui subsistera, c'est surtout la protection et l'aide accordées aux Arméniens et aux Syriens, et la répartition des zones d'influence qui ne peuvent pas être condamnées si on s'en tient à la politique purement démocratique. Je préférerais, pour ma part, malgré les charges que cela représente pour notre pays, la protection de la France sur le peuple arménien que le vague contrôle d'une Société des Nations qui, pendant de longues années encore, laisserait sans doute les Kurdes exterminer les Arméniens...

RAYMOND LEFEBVRE. — Toute l'expédition en Syrie est là. (*Bruit.*)

LORJOT. — Nous considérons que ceux-là ne sont pas socialistes qui acceptent actuellement des missions du Comité des Trois, sans en référer au Parti (*Applaudissements*), qui ont caché au Parti, tout au cours de la guerre, les secrets que leur situation leur permettait de connaître. Nous ne considérons pas comme un socialiste celui qui, aujourd'hui, accepte la direction lucrative du Conseil Économique sans demander aussi l'avis du Parti. (*Applaudissements.*) Ceux-là n'ont rien à faire, en effet, dans la III^e Internationale. Et si, en tant qu'organisme international, on n'a pas le droit de demander l'exclusion préalable de ces camarades, notre devoir, à nous, est de procéder d'abord à ce nettoyage ! (*Applaudissements.*)

VERFEUIL. — Dépose une demande de contrôle contre Albert Thomas et nous la voterons.

LORIoT. — Il y en avait une de déposée : vous avez pris le pouvoir socialiste et vous l'avez étouffée.

VERFEUIL. — Tu sais bien que cela n'est pas vrai.

RIBAUT. — Il y avait une demande de contrôle, et vous ne l'avez pas instruite, à la Fédération de la Seine.

RAYMOND LEFEBVRE. — Vous vous en moquez des statuts, quand il s'agit de Thomas !

RAFFIN-DUGENS. — Un mot, Lorient ? Thomas faisait partie du gouvernement qui a refusé les passeports pour Stockholm. Or, on lui a permis de rester dans ce gouvernement : c'est donc le Parti qui est responsable. (*Applaudissements. Bruit.*)

LORIoT. — Vous avez posé, comme deuxième condition à votre adhésion à la III^e Internationale, les garanties qu'on devrait vous accorder pour la liberté du mouvement indispensable, par suite de la différence de la situation politique, sociale, économique des différents pays. Camarades reconstruc-teurs, qu'est-ce que cela veut dire ? J'attends encore la déclaration d'un de vos orateurs venant nous dire exactement ce que dissimule cette formule. Ah ! vous nous accusez souvent de nous abriter derrière des formules abstraites et de méconnaître les réalités pratiques...

Plusieurs voix. — Oui ! Oui !

LORIoT. — Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'est-ce que cela signifie, ces garanties-là ? Moscou nous laisse, aux sections nationales, l'autonomie la plus large que vous pouvez désirer. Moscou internationale, parlementaire, vous laisse même la latitude d'user de l'arme du parlementarisme, dans les différentes sections nationales.

LONGUET. — Elle en fait même un devoir, Lorient. En Italie, vous auriez été exclu du Parti, car vous n'avez pas fait votre devoir socialiste !

LEBAS. — Comment ! il est possible alors à un membre

du Parti de ne pas voter aux élections? C'est inouï, cela! (*Bruit.*) Aux dernières élections municipales, à Roubaix, un membre du parti n'a pas été voter. Il a été exclu par la section roubaisienne. (*Applaudissements. Bruit.*)

LORiot. — Les camarades qui m'ont interrompu n'ont oublié qu'une chose: c'est d'écouter et de comprendre les paroles que je venais de prononcer! J'ai dit: la III^e Internationale vous laisse l'autonomie, puisqu'elle vous permet d'user du parlementarisme. Je n'ai pas dit, Longuet, qu'elle nous en faisait une obligation, il y a une nuance.

LONGUET. — Mais le Parti auquel vous appartenez vous en fait une obligation; vous l'avez violée. Vous qui demandez la tête des autres, votre propre tête! (*Applaudissements.*)

LORiot. — Vous êtes parfaitement libre! (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Il y a encore trois orateurs inscrits. Si cela continue, nous ne verrons jamais la fin du Congrès. Laissez terminer le citoyen Lorient. Nous perdons notre temps, camarades.

LORiot. — Je dis que vous savez... au fond aussi bien que moi, que la III^e Internationale laisse l'autonomie la plus large qu'il soit possible d'accorder aux différentes sections nationales, et Lénine a bien dit: la révolution anglaise sera anglaise, la révolution française sera française et la révolution italienne, italienne.

Mais en réalité, votre pensée profonde, lorsque vous exigez cette autonomie, c'est de ressusciter, c'est d'amener au sein de la III^e Internationale les germes morbides que je vous indiquais tout à l'heure et qui ont tué la II^e.

Si vous estimez que la III^e Internationale ne vous accorde pas, à l'heure actuelle, suffisamment de garanties, et si vous en exigez d'autres, c'est que ce ne sont plus seulement les garanties compatibles avec votre propre activité nationale que vous exigez, mais des garanties incompatibles avec le fonctionnement d'une Internationale.

Ah! vous voudriez refaire ce qu'on a fait lorsqu'on a

voté à Stuttgart l'amendement Rosa Luxembourg-Lénine. On a voté cela hâtivement, comme une chose dont on savait bien qu'on se débarrasserait facilement au moment opportun, — vous l'avez vu au 4 août 1914 et dans toutes les controverses qui ont suivi lorsqu'il s'est agi de rappeler à la doctrine, au respect des décisions des Congrès nationaux, les différents partis qui les avaient oubliées. Nous avons vu avec quelle sérénité ceux qui les avaient méconnues continuaient de les méconnaître. Nous ne voulons pas que, dans la III^e Internationale, — je le redis encore, parce que c'est là l'essentiel de la constitution, — nous ne voulons pas que cette III^e Internationale vous accorde les garanties que vous exigez, parce que ces garanties sont dangereuses et qu'elles sont incompatibles, je le répète, avec la vie même de la III^e Internationale. Nous ne voulons pas qu'au jour psychologique où celle-ci serait amenée par les circonstances à prendre des décisions et à agir, nous ne voulons pas qu'on dise, au nom de tel ou tel principe, au nom de telle ou telle situation, nous agissons, nous, d'une façon, et vous autres, d'une autre. (*Applaudissements.*)

Enfin, vous demandez à ce que les conseils ouvriers reposent sur les organisations politiques et économiques de notre pays. On a largement de votre côté, essayé de répandre la légende que nous essaierions de faire la révolution à l'aide de nos propres forces et que nous méconnaissions la force syndicale; que nous ne prétendions pas contracter la moindre alliance avec elle; que nous la tenions systématiquement à l'écart: rien n'est plus inexact. Mais où nous ne pouvons pas vous suivre, c'est quand vous écrivez que les conseils ouvriers devront être placés sous le contrôle, sous la direction des organisations qui existent, parce que je vous mets au défi de venir nous indiquer à cette tribune, vous qui vous déclarez partisans de la dictature du prolétariat, comment s'exercera cette dictature. Ah! vous voulez que les conseils ouvriers soient un organisme subordonné au Parti socialiste, avec les syndicats et avec les coopératives. Vous viendrez nous dire alors comment vous entendez que le Parti socialiste, avec les

syndicats et avec les coopératives constituera cet état prolétarien chargé d'assurer la dictature. Nous disons, nous, que les conseils ouvriers sont l'instrument de cette dictature, et qu'en aucun cas, ils ne peuvent se confondre avec les organisations actuelles. Il est impossible de concevoir, en effet, que la dictature pourra être partagée, être exercée sur le domaine de la répartition par les coopératives, sur le domaine politique par le parti socialiste, sur le domaine syndical par la C. G. T. Il ne faut pas oublier qu'au bas, le Conseil ouvrier a non seulement le pouvoir législatif, mais qu'il a aussi et qu'il doit avoir révolutionnairement un pouvoir exécutif.

Alors, à quel organisme allez-vous demander, en dehors des coopératives du Parti et des syndicats, d'exercer cette dictature? Et si vous ne trouvez pas d'organisation, qui donc, dans les coopératives, va exercer une partie de la dictature? Qui donc, si le Syndicat n'a pas le pouvoir à la fois législatif et exécutif, va exercer cette dictature?

En réalité, si l'on pousse à fond l'examen de cette question dont vous vous faites un tremplin trop facile en prétendant que, parce que nous sommes partisans des conseils ouvriers, nous méconnaissons la situation industrielle de notre pays et la force des syndicats, il faut dire, je le répète, s'il est possible d'exercer la dictature autrement que par des organisations ouvrières spécifiquement ouvrières et issues de la révolution même.

Il est impossible de confondre le Conseil ouvrier, qui correspond à une période de notre histoire, avec les organisations actuellement existantes et la III^e Internationale. La camarade Roland Holst vous l'a bien dit. La III^e Internationale est parfaitement d'accord là-dessus. Elle n'établit aucune confusion entre les conseils ouvriers, tels qu'ils fonctionnent en Russie, et les organisations prolétariennes qui existent dans les pays de l'Europe occidentale. On savait bien, dans la III^e Internationale, que les nations occidentales, que les partis socialistes de ces nations tiendraient à la II^e Internationale. On n'ignorait pas que le problème se présente sous différents aspects. Que ces pays sont surtout des pays industriels; qu'il existe

chez eux un très fort mouvement syndical et coopératif qui, peut-être n'existait pas en Russie au même degré. Mais on sait aussi et par expérience, puisque le syndicalisme existait d'une façon développée à certains endroits où la révolution a tout de même éclaté et où l'on a vu tout de même éclore les conseils ouvriers, on sait, dis-je, par expérience, que ce ne sont pas ces organisations, même si le pays est uniquement industriel, que ce ne sont pas les syndicats, les coopératives; que ce n'est pas le Parti socialiste qui peut se substituer à ces conseils ouvriers. Plus que jamais, au contraire, dans un pays industriel, la nécessité de ces conseils ouvriers se fait sentir. En tous cas, nous sommes formels là-dessus, et nous considérons que c'est un des postulats sur lesquels nous devons nous mettre d'accord, et qu'on doit accepter pour entrer à la III^e Internationale. Si vous entendez poser cette condition que vous ne ferez pas en France, au lendemain de la Révolution, de conseils ouvriers, je dis qu'alors, vous n'êtes pas en harmonie avec cette III^e Internationale, et qu'il vous reste à vous mettre d'accord avec elle.

VERFEUIL. — Personne n'a dit ça. (*Bruit.*)

LORiot. — A entendre nos camarades, ils n'ont jamais dit ça! (*Bruit.*)

RIBAUT. — Dans les usines de guerre, nous avons choisi pour délégués des camarades syndiqués. Jamais nous n'avons procédé autrement. Nous l'avons fait pour marcher de pair avec les organisations syndicales. (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Faites-nous grâce des interruptions, de façon à permettre au citoyen Loriot de continuer et de terminer. Ces interruptions prolongent inutilement le débat.

LORiot. — Je répète que ce serait une absurdité, et qu'il n'entre pas un instant dans notre pensée de croire que la révolution pourra se faire dans tout son processus sans s'appuyer sur les forces ouvrières actuellement existantes et sans les utiliser. Il est bien entendu que nous

aurons à tenir compte de l'existence des syndicats et des coopératives; que nous aurons à leur demander leur collaboration. Il est bien évident que nous ne pourrions pas faire la révolution si nous avions contre nous la masse du prolétariat organisé dans ses coopératives, dans son parti et dans son syndicat. Qui donc a soutenu pareille énormité? (*Bruit.*)

Mais ce qui est précis, ou du moins ce qui nous différencie, je vous le répète, c'est la question de savoir le rôle même de ces organisations. Alors que, nous, nous prétendons que ce sont des auxiliaires du grand mouvement communiste; qu'au début de la révolution, ces organisations n'ont pas à se substituer à l'état prolétarien et aux conseils ouvriers; que, ne pouvant pas exercer la dictature, leur rôle est de collaborer avec l'état ouvrier pour réaliser la révolution économique, vous, vous n'êtes pas de cet avis.

Nous savons très bien que la révolution n'est pas réalisée au lendemain de la prise du pouvoir, et que le rôle des syndicats, le rôle des coopératives est d'apporter toute leur force révolutionnaire et organisatrice à ceux qui, du jeu même des institutions révolutionnaires, seront chargés d'exercer la dictature. Mais Lénine lui-même l'a sans cesse proclamé. Il a toujours favorisé le développement du mouvement syndical et si, au lendemain de la prise du pouvoir par les bolchevicks, le mouvement syndical en Russie était très faible, aujourd'hui, le mouvement syndical russe est formidable. Et cependant, à aucun moment, ce mouvement syndical formidable de Russie n'a eu la pensée de faillir à son rôle historique en voulant détrôner les conseils d'ouvriers, en se mettant à leur place: à chacun sa place. Le rôle des conseils d'ouvriers est d'exercer la dictature. Le rôle de l'ensemble des organisations économiques et communistes est de réaliser, à travers le processus révolutionnaire, la véritable révolution économique sans laquelle la révolution actuelle n'a évidemment pas de sens. (*Applaudissements.*)

Je conclurai sur un des arguments qui a été fourni aussi par nos camarades reconstructeurs. A les entendre, l'adhé-

sion immédiate à la III^e Internationale serait un geste vain et sans portée. N'ayant pas la possibilité d'aller à Moscou, disent-ils, le Parti socialiste français, s'il donnait aujourd'hui son adhésion à la III^e Internationale, se trouverait demain exactement dans la même situation où il se trouve aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il n'aurait pas la possibilité de traduire dans la pratique le geste purement théorique de l'adhésion à la III^e Internationale. C'est cet argument que pour conclure, je veux combattre.

Comment ose-t-on écrire que l'adhésion immédiate à la III^e Internationale serait un geste vain et sans portée? Mais d'abord, ce serait, à mon avis, le premier moyen — peut-être le plus sûr, et en tous cas, le plus rapide, — de procéder à l'épuration du Parti, comme je le disais tout à l'heure.

FROSSARD. — Pour Renaudel!

LORiot. — Jamais des camarades qui ont pris nettement position depuis la guerre pour le réformisme, la démocratie, l'entente des classes et la Défense nationale... (*Bruit*) ...je crois que ces camarades ne viendront jamais à la III^e Internationale. Et si, demain, nous donnions notre adhésion... (*Bruit*) ...je dis que, si demain nous adhériorions à la III^e Internationale, ce serait, dans notre Parti, l'élargissement du front révolutionnaire. Alors que votre politique de guerre, depuis cinq ans, a tenu à l'écart du Parti socialiste une grande portion des forces révolutionnaires que contient le prolétariat, vous redonneriez aujourd'hui confiance à ces éléments révolutionnaires qui sont restés à l'écart et dont le Parti socialiste aura besoin au jour de la Révolution. Ce serait enfin la possibilité pour le Parti de faire, sur une large échelle, ce qu'une petite minorité a été contrainte de faire seule jusqu'à présent.

Ah! vous dites que, si la situation est révolutionnaire, il est dangereux de parler de révolution, parce que l'idée de révolution n'existe pas dans les esprits, parce que les masses sont loin de nous. Et pourquoi sont-elles loin de nous, ces masses? Parce que le Parti socialiste, depuis cinq ans, n'a pas fait parmi elles la propagande révolu-

tionnaire que les événements commandaient. Et si demain...
Vaillant-Couturier interrompt; (bruit.)

LORiot. — Les autres m'ont bien interrompu; moi, je l'autorise à m'interrompre. (*Interruptions.*)

VAILLANT-COUTURIER. — Je dirai simplement trois mots. (*Bruit.*)

LORiot. — Je dis que si demain... (*Bruit.*)

LE PRÉSIDENT. — Ce sont vos amis qui font de l'obstruction. Il n'y a pas moyen de l'empêcher!

LORiot. — Je dis que si, demain, le Parti tout entier adhérerait à la III^e Internationale, c'est alors toute sa force qui s'exercerait en faveur de la propagande nécessaire; c'est toutes les finances du Parti mises à la disposition de cette propagande; des millions de tracts imprimés pour déburrer les crânes. Je dis enfin que l'adhésion immédiate a une signification énorme du fait même que, si vous la donniez, vous abandonneriez donc les conditions que vous posez, à l'heure actuelle, à cette adhésion, et que le fait même de l'abandon des conditions que vous mettez implique comme corollaire nécessaire l'adhésion du Parti aux doctrines et à la tactique de la III^e Internationale. Et la bourgeoisie en est bien inquiète. Regardez, vous disiez: Geste vain et sans portée! Ecoutez donc les journaux bourgeois à la suite de notre victoire dans la Seine; reprenez donc toutes les déclarations où vous voyez percer l'angoisse, l'inquiétude de la bourgeoisie, à la pensée que le Parti socialiste pourrait peut-être, demain, avoir une majorité communiste et III^e Internationale! (*Applaudissements.*) C'est la crainte qu'elle exprime tous les jours de voir enfin à jamais le Parti socialiste sorti de l'ornière où vous l'avez laissé croupir depuis cinq ans. C'est cette angoisse qu'elle décèle chaque jour, et c'est cela qui donne une portée énorme à l'adhésion immédiate à la III^e Internationale. Je le répète, si vous donnez cette adhésion, et lorsque vous la donnerez, elle aura cette signification et permettra alors seulement au Parti de se concerter pour préparer enfin la révolution libératrice. (*Applaudissements.*)